



**PRÉFET  
DU VAL-  
DE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction interdépartementale et régionale de l'environnement,  
de l'aménagement, et des transports d'Île-de-France**

**Unité départementale du Val-de-Marne**

Unité départementale du Val-de-Marne  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil

Créteil, le 29 Avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCUC CHAUFFERIE A CENTRE**

1 RUE DES ARCHIVES  
94000 Créteil

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/GP/2024/n°180GR  
Code AIOT : 0006506493

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2024 dans l'établissement SCUC CHAUFFERIE A CENTRE implanté AVENUE BERNARD HALPERN 94000 Créteil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCUC CHAUFFERIE A CENTRE
- AVENUE BERNARD HALPERN 94000 Créteil
- Code AIOT : 0006506493
- Régime : Enregistrement
- IED : Non

L'installation est l'une des chaufferies du réseau de chaleur urbain de la commune de Créteil (SCUC), autorisée en 1992, et soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2910-A-1.

Elle dispose de cinq appareils de combustion d'une puissance totale de 42.2 MW :

- Chaudière 1 mixte (fioul domestique et gaz naturel) d'une puissance de 7 MW mis en service en 2021 ;
- Chaudière 2 mixte d'une puissance de 8,6 MW mise en service en 2015 ;
- Chaudière 3 mixte d'une puissance de 8 MW mise en service en 2019 ;
- Chaudière 4 mixte d'une puissance de 10 MW mise en service en 2022 ;
- Chaudière 5 mixte d'une puissance de 8,6 MW mise en service en 2015.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
2	Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	Demande d'action corrective	1 mois
5	Programme de surveillance.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74 > IV.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Suivi des émissions dans l'eau.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 84	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Efficacité énergétique.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Systèmes de détection de gaz et extinction automatique.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27 > I.	Demande d'action corrective	6 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rétention.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 > II.	Sans objet
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33 > II.	Sans objet
6	Assurance qualité mesure en continu.	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83 > I.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de sa visite, l'inspection a relevé 7 non-conformités :

1. L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse de la conformité de son installation aux dispositions applicables de l'arrêté ministériel du 03/08/2018. Ce point a également été relevé lors de l'inspection réalisée en 2021.
2. Le plan de localisation des risques ne comprend pas les zones ATEX.
3. Le programme de surveillance n'inclut pas la surveillance du COVNM pour les modes

consommant du FOD, et les vitesses débitantes relevées durant les contrôles réglementaires sont inférieures au seuil réglementaire.

4. Le rapport de surveillance des émissions aqueuses ne permet pas de vérifier le respect des VLE pour le mercure.

5. L'examen de l'efficacité énergétique de l'installation ne comprend pas l'analyse de l'optimisation des rejets en CO<sub>2</sub>, et l'exploitant n'a pas communiqué les actions envisagées à l'issue des conclusions.

6. Les détecteurs de gaz ne sont pas vérifiés au moins semestriellement.

7. Le point d'eau incendie (PEI) le plus proche n'est pas facilement accessible en cas de sinistre.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception, construction et exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas réalisé d'analyse de la conformité de l'installation au regard des dispositions applicables de l'arrêté visé au présent point de contrôle. Ce point a déjà fait l'objet d'un constat lors de l'inspection du 24 et 25 février 2021.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit justifier de la conformité de son installation au regard des dispositions applicables de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Localisation des risques.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Agents chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-

1 du code de l'environnement.L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel.L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan de localisation des risques, cependant ce dernier ne présente pas les zones ATEX (zone à atmosphère explosive), alors que, notamment les chaudières fonctionnent au gaz.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit intégrer les zones ATEX dans le plan de localisation des risques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Rétention.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 29 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étanchéité des cuves des réservoirs de fioul
<b>Prescription contrôlée :</b>  La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides, y compris en cas d'incendie. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés (réservoirs à double paroi avec détection de fuite par exemple).
<b>Constats :</b>  Lors de sa visite du site, l'inspection a constaté que les produits notamment employés pour le traitement de l'eau, et ceux employés pour l'entretien des sous-stations alimentées par le réseau de chaleur étaient placés sur une rétention conforme aux dispositions du présent article.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à disposition et déploiement des consignes opérationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal,

entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes. Ces consignes prévoient notamment :- les modes opératoires ;

**Constats :**

L'inspection a constaté la présence des consignes d'exploitation à l'entrée de l'installation. Cela n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Programme de surveillance.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 74 > IV.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Les mesures périodiques des émissions de polluants atmosphériques s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé. Les méthodes de prélèvement et analyse pour la mesure dans l'eau et dans l'air sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

**Constats :**

L'exploitant a communiqué le rapport de contrôle périodique des rejets atmosphériques en date du 17 mars 2023.

L'installation comprend 5 installations de combustion :

- Chaudière 1 mixte (fioul domestique et gaz naturel) d'une puissance de 7 MW mis en service en 2021 ;
- Chaudière 2 mixte d'une puissance de 8,6 MW mise en service en 2015 ;
- Chaudière 3 mixte d'une puissance de 8 MW mise en service en 2019 ;
- Chaudière 4 mixte d'une puissance de 10 MW mise en service en 2022 ;
- Chaudière 5 mixte d'une puissance de 8,6 MW mise en service en 2015.

En conséquence, les VLE sont les suivantes :

Chaudière	Combustible	SO2 mg/Nm3	NOx mg/Nm3	Poussières mg/Nm3	HAP mg/Nm3	COVNM mg/Nm3
1	FOD	350	150	50	0,1	50
1	GN	35	100	5	0,1	-
2	FOD	350	150	50	0,1	50

2	GN	35	100	5	0,1	-
3	FOD	350	150	50	0,1	50
3	GN	35	100	5	0,1	-
4	FOD	350	150	50	0,1	50
4	GN	35	100	5	0,1	-
5	FOD	350	150	50	0,1	50
5	GN	35	100	5	0,1	-

L'inspection a constaté que dans le rapport présenté :

- la VLE prise pour les chaudières en mode FOD est de 300 mg/Nm<sup>3</sup> au lieu de 150 ;
- le paramètre COVNM n'est pas mesuré, seul le paramètre COVT est mesuré ;
- la vitesse d'éjection est inférieure au seuil réglementaire pour les chaudières 1, 2, 3, 4 et 5 ;
- la teneur en dioxygène est de l'ordre de 5%, et non de 3%.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit :

- mettre à jour les valeurs limites d'émissions pour les futurs contrôles périodiques ;
- mesurer le paramètre COVNM dans les phases où les chaudières utilisent du fioul domestique ;
- doit justifier de la vitesse constatée débitante inférieure au seuil réglementaire ;
- doit communiquer le plan des conduites des chaudières.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Assurance qualité mesure en continu.**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 83 > I.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des dispositifs

**Prescription contrôlée :**

Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST. Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué les rapports QAL2 de la chaudière 1 et 4 de 2023, des chaudières 2 à 5 de 2021, et les AST des chaudières 2, 3 et 5 de 2023.</p> <p>Ces documents n'appellent pas de remarques de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 :** Suivi des émissions dans l'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 84
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée :  Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de vingt-quatre heures. P < 20 MW P ≥ 20 MW Température Tous les trois ans Tous les ans pH Tous les trois ans Tous les ans DCO (sur effluent non décanté) Tous les trois ans Tous les ans Matières en suspension totales Tous les trois ans Tous les ans Azote global Tous les trois ans Tous les ans Phosphore total Tous les trois ans Tous les ans Hydrocarbures totaux Tous les trois ans Tous les ans Composés organiques du chlore (AOX) Tous les trois ans Tous les ans Chrome et composés (en Cr) Tous les trois ans Tous les ans Cuivre et composés (en Cu) Tous les trois ans Tous les ans Nickel et composés (en Ni) Tous les trois ans Tous les ans Plomb et composés (en Pb) Tous les trois ans Tous les ans Cadmium et composés (en Cd) Tous les trois ans Tous les ans Mercure et composés (en Hg) Tous les trois ans Tous les ans Lorsque les polluants subissent, au sein du périmètre autorisé, une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution. Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats :  L'exploitant a présenté un rapport de contrôle en date du 28/12/2023 des rejets des eaux usés.  Il a été constaté que la valeur mesurée pour le mercure et ses composés n'était pas conclusive sur le respect de la VLE. En effet il est indiqué que la valeur est < 0.5 mg/l, alors que la VLE est de 0.05 mg/L.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :  L'exploitant doit préciser si la valeur mesurée pour le mercure et ses composés respectent les valeurs limites réglementairement définies.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant



<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 8 : Efficacité énergétique.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 86
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO<sub>2</sub>). Pour les installations de puissance supérieure ou égale à 20 MW, l'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation ou de l'enregistrement, par une personne compétente, un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

<b>Constats :</b>
-------------------

L'exploitant a communiqué le rapport de l'examen de l'efficacité énergétique réalisé le 22 décembre 2021, cependant les éléments de suites sont manquants.

Le rapport comprend une analyse par rapport aux MTD du BREF ENE (efficacité énergétique) de février 2009, et les rendements énergétiques de chaque chaudière à l'exception de la première qui venait d'être mise en service. Les rendements rapportés sont conformes aux minimums prévus à l'article R. 224-23 du code de l'environnement.

L'inspection constate que le réexamen de l'efficacité énergétique ne comporte pas d'analyse sur les rejets en dioxyde de carbone.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

L'exploitant doit :

- procéder à l'analyse de l'efficacité énergétique pour les chaudières qui n'ont pas été incluses dans le rapport, dont notamment la 1 ;
- communiquer les suites prévues à l'issue des conclusions du réexamen sur l'efficacité énergétique ;
- examiner les optimisations possibles sur les rejets en CO<sub>2</sub>, et amender le rapport en conséquence.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
---

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------

**N° 9 : Systèmes de détection de gaz et extinction automatique.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 27 > I.
--

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de détection de gaz et extinction automatique.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 15 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire, dispose d'un dispositif de détection adapté aux risques dont les détecteurs de gaz, de fumées et/ou d'incendie sont judicieusement positionnés.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et définit les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Les dispositifs de détection déclenchent une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, selon une procédure préétablie, permettant d'alerter la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations. Ces dispositifs coupent l'arrivée du combustible et interrompent l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.</p> <p>Toute détection de gaz, au-delà de 30 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues à l'article 23. Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté la présence d'un détecteur d'incendie et de gaz au niveau de chaque chaudière de l'installation.</p> <p>Les détecteurs d'incendie ont été vérifiées le 28 juin et 31 octobre 2023, tandis que les détecteurs de gaz n'ont été vérifiés que le 4 mai 2023. L'exploitant a indiqué procéder à ces vérifications en dehors des saisons de chauffe.</p> <p>En conséquence, il a été constaté que les détecteurs de gaz ne sont pas vérifiés au moins semestriellement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place une vérification au moins semestrielle des équipements de détections de gaz.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : (...) <b>2.</b> De plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 15 ;  <b>3.</b> D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m <sup>3</sup> /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; (...)
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que - le plan prévu au 2°) ne comprenait pas les zones ATEX ; - le PEI (point d'eau incendie) le plus proche à moins de 100 mètres n'était pas facilement accessible pour permettre aux pompiers de déployer des moyens de lutte contre l'incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit demander auprès de la brigade des sapeurs-pompiers si le PEI identifié le plus proche de l'installation est, en cas de sinistre du site, approprié aux besoins opérationnels.  Le cas échéant, l'exploitant devra présenter un plan d'action pour résorber cette inobservation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois